EPREUVE DE CULTURE JURIDIQUE GENERALE

Juin 2019

Monsieur Edmond HART, publicitaire très connu à Luxembourg, a demandé à vous rencontrer, afin de recueillir votre opinion sur divers problèmes qui affectent la société HART & PARTNERS Sàrl, société établie à Strassen, dont il est gérant et associé majoritaire.

Il vous expose que Jacqueline MANSART a œuvré pendant près de 10 ans au sein la société.

Il avait été décidé entre Monsieur HART et Madame MANSART que cette dernière exercerait ses fonctions en qualité de collaborateur *freelance*. Elle a développé la clientèle internationale de l'agence dans une relative indépendance.

Par courrier du 14 février 2019, Jacqueline MANSART a informé Edmond HART qu'elle mettait fin avec effet immédiat à leur collaboration.

Le contrat signé en janvier 2010 entre HART & PARTNERS Sàrl et Jacqueline MANSART prévoyait une clause de non concurrence dans les termes suivants :

« A la fin du présent contrat de collaboration, pour quelque cause que ce soit, Jacqueline MANSART s'interdit toute activité, à titre d'indépendant ou de salarié, dans le secteur de la publicité pour une durée de 18 mois et dans un rayon de 10 km autour du siège de la société HART & PARTNERS Sàrl. »

Ayant appris que Jacqueline MANSART avait ouvert une agence de publicité en son nom propre à Bertrange, à quelque 3 kilomètres de Strassen, Edmond HART lui a adressé un courrier recommandé pour lui enjoindre de respecter la clause de non concurrence et de cesser immédiatement toute activité.

Dans un courrier assez confus, Madame MANSART s'est bornée à lui rappeler le principe fondamental de la liberté du commerce.

Edmond HART veut savoir s'il est possible d'obliger la dame MANSART à mettre fin à son activité et, le cas échéant, par quels moyens.

Par ailleurs, Edmond HART vous expose que sa société fait face à d'importants problèmes de trésorerie, étant donné qu'un client important, la société MARCOT FRERES, établie à Frisange, ne lui a pas payé une importante campagne publicitaire réalisée au début de l'année 2018 pour le produit PHYTOFAX.

MARCOT FRERES et HART & PARTNERS avaient convenu que les prestations de l'agence de publicité seraient rémunérées moyennant un forfait de 7.000.-€ hors TVA, auquel s'ajoutait un honoraire variable, calculé sur base de 12% du montant des ventes réalisées entre mars 2018 et mars 2019 sur le produit PHYTOFAX, objet de la campagne publicitaire, à condition que le volume des ventes de ce produit augmente d'au moins 25%, suite à la campagne publicitaire.

MARCOT FRERES, se basant sur le principe du secret des affaires, refuse de divulguer à HART & PARTNERS les chiffres de vente du PHYTOFAX.

Monsieur HART croit savoir que c'est à sa société qu'il appartient de rapporter la preuve du montant de sa créance, ce qu'elle n'est pas en mesure de faire, vu le comportement de MARCOT FRERES.

En date du 4 avril 2019, HART & PARTNERS a envoyé à MARCOT FRERES une première facture d'un montant de 7.000.-€ hors TVA. MARCOT FRERES n'a jamais réagi à l'envoi de cette facture.

HART & PARTNERS a par ailleurs adressé une seconde facture à MARCOT FRERES, dont le montant était basé sur une évaluation des ventes de PHYTOFAX. Cette facture lui a été retournée par courrier recommandé avec la mention manuscrite « **Montant ne correspondant pas à ce qui était convenu.** »

Les faits ne sont pas contestés.

Monsieur HART, au nom de la société HART & PARTNERS, vous demande de lui exposer, dans un avis juridique détaillé et motivé, quels sont ses droits et quelles procédures il peut mettre en œuvre pour sortir de l'impasse dans laquelle il se trouve.

Etant un homme prudent, il vous demande de l'éclairer également sur les possibles arguments que les parties adverses pourraient opposer à ses demandes.

EXAMEN AVOUE SESSION JUIN 2019

- A. La commune de Hannerknupescht du Nord du pays a fait élaborer un projet lui permettant de relier les différents villages de son territoire par des chemins pédestres et des pistes cyclables.

Parties de ces chemins et pistes traversent des zones classées constructibles en vertu de son nouveau PAG (« plan d'aménagement général ») et d'autres empiètent dans la zone non constructible.

Les zones classées constructibles sont pour majeure partie des zones couvertes par des PAP QE (« plans d'aménagement quartier existants ») et pour le restant des zones soumises à PAP NQ (« plan d'aménagement nouveau quartier »).

Tant le PAG que les PAP QE et PAP NQ concernés ont été intégralement élaborés et approuvés sous l'égide de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans sa version actuellement en vigueur.

Les tracés relatifs à ces chemins et pistes ont tous été repris tant dans le nouveau PAG de la commune que dans les PAP QE et PAP NQ concernés.

La commune a saisi le ministre de l'Environnement pour se voir autoriser la réalisation des parties des tracés traversant les zones non constructibles. *(N.B. on ne discute ici pas de l'approbation PAG par le ministre de l'Environnement, approbation qui est acquise, mais exclusivement de la demande en autorisation pour la réalisation des chemins et pistes projetés !)*

Le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions a refusé son approbation sous prétexte que l'illumination de ces chemins et pistes créerait une gêne pour la faune sauvage.

1. Quelles sont les voies de recours ouvertes contre le refus ministériel. Il y a lieu d'indiquer toutes les voies de recours éventuellement possibles de même que la/les compétences du saisi. **(2,5.pts.)**
2. Quels sont les moyens permettant à la commune de devenir propriétaire des terrains privatifs sur lesquels empiète le réseau projeté. (Il y a lieu d'indiquer les moyens ouverts sans reprendre pour chaque moyen en détail sa procédure de mise en œuvre. Il faudra cependant dûment justifier le moyen proposé !)
(5. Pts.)

*

- B. La commune de Biber a également fait élaborer un nouveau PAG et y a procédé à différents reclassement de terrains en zone constructible qui furent classés sous l'ancien PAG en zone non constructible.

Le ministre de l'Environnement a par la suite refusé son approbation pour l'intégralité du nouveau PAG, bien que sur les 4 reclassements opérés seulement 1 seul ne trouvait pas l'aval de ce ministère lorsque ce dernier avait avisé le projet.

1. Le ministre était-il en droit dans ces considérations de refuser son approbation pour tout le PAG ? (justifiez votre réponse !) **(2.pts.)**
2. Quel sont les conséquences de ce refus d'approbation pour le PAG de la commune pourtant dûment approuvé dans son intégralité par le ministre de l'Intérieur. Quel est l'enjeu pour la commune ? **(3.pts.)**
3. Quelles sont les voies de recours ouvertes contre ce refus du ministre de l'Environnement ? Il y a lieu d'indiquer toutes les voies de recours éventuellement possibles de même que la/les compétences du saisi. **(2,5.pts.)**

*

- C. Le stage d'un fonctionnaire en service provisoire engagé par la commune de Blowampach viendra à son terme le 10 juillet prochain.

Bien que le fonctionnaire en service provisoire vient de réussir son examen d'admission, la commune veut s'en débarrasser.

En effet, la commune est très peu satisfaite par les performances de ce stagiaire qui refuse régulièrement d'exécuter ses tâches, brille par un absentéisme tout aussi régulier et commet une faute après l'autre dans l'exécution de ses devoirs.

Aviser la commune sur les possibilités offertes par la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux. **(5. pts)**

Les seules dispositions pertinentes de la loi précitée à prendre en considération pour votre avis sont les suivantes :

« Art. 4. -Service provisoire.

1. La nomination provisoire vaut admission au service provisoire dont la durée est de trois ans pour le fonctionnaire admis au service provisoire à un poste à tâche complète et de quatre ans pour le fonctionnaire admis au service provisoire à un poste à temps partiel de cinquante pour cent ou de soixante-quinze pour cent d'une tâche complète.

Les fonctionnaires communaux peuvent bénéficier d'une réduction du service provisoire dont les conditions et modalités d'application sont fixées par règlement grand-ducal. Toutefois la durée du service provisoire ne peut être inférieure à deux années en cas de tâche complète, ni être inférieure à trois années en cas de service à temps partiel.

2. Le fonctionnaire, avant d'entrer en fonction, prête devant le bourgmestre le serment qui suit: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et

aux lois de l'Etat je promets de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité».

Le fonctionnaire en service provisoire est censé entré en fonction dès le moment de la prestation de serment, à moins que l'entrée en fonction effective n'ait lieu à une autre date.

Le serment prêté par le fonctionnaire vaut pour toute sa carrière, à moins que la loi ne prescrive expressément le serment pour des fonctions spéciales.

Si le fonctionnaire refuse ou néglige de prêter le serment ci-dessus prescrit, sa nomination est considérée comme nulle et non avenue.

3. Pendant toute la durée du service provisoire, la commune assure une initiation adéquate au travail du fonctionnaire en service provisoire.

L'admission au service provisoire est résiliable. La résiliation est prononcée, soit pour motif grave, soit lorsque le fonctionnaire en service provisoire s'est vu attribuer une appréciation professionnelle insuffisante par application des dispositions de l'article 6bis. Sauf dans le cas d'une résiliation pour motif grave, le fonctionnaire en service provisoire a droit à un préavis d'un mois à compter du premier jour du mois qui suit celui de la constatation de l'insuffisance professionnelle. En cas de résiliation pour motif grave, le fonctionnaire est entendu préalablement en ses explications et la délégation du personnel, si elle existe, est entendue préalablement en son avis.

Un règlement grand-ducal peut prévoir un délai pendant lequel le fonctionnaire en service provisoire et la délégation du personnel doivent prendre attitude. Ce délai expiré, il peut être passé outre.

Le service provisoire peut être suspendu par le collège des bourgmestre et échevins, soit d'office, soit à la demande de l'intéressé, pour la durée de toute absence prolongée en cas d'incapacité de travail du fonctionnaire en service provisoire, ainsi que dans l'hypothèse où celui-ci bénéficie des congés visés aux articles 30bis ou 31, paragraphe 1er. En cas d'incapacité de travail, le paiement du traitement, en tout ou en partie, peut être continué par décision du collège des bourgmestre et échevins. Pendant ces périodes, le paiement de la rémunération, en tout ou en partie, peut être continué par décision du collège des bourgmestre et échevins.

A la fin du service provisoire le fonctionnaire doit subir, le cas échéant, un examen qui décide de son admission définitive. Le fonctionnaire en service provisoire a réussi à l'examen d'admission définitive lorsqu'il a obtenu une note finale d'au moins deux tiers du total des points et une note suffisante dans chacune des épreuves. Par note finale, il y a lieu d'entendre celle qui se compose du résultat de la partie générale et de la partie spéciale de l'examen d'admission définitive.

Le service provisoire peut être prolongé pour une période s'étendant au maximum sur douze mois:

a) en faveur du fonctionnaire en service provisoire qui n'a pas pu se soumettre à l'examen d'admission définitive pour des raisons indépendantes de sa volonté;

b) en faveur du fonctionnaire en service provisoire qui a subi un échec à l'examen d'admission définitive.

Dans ce cas, le fonctionnaire en service provisoire doit se présenter de nouveau à l'examen. Un nouvel échec entraîne l'élimination définitive du fonctionnaire en service provisoire.

Les décisions relatives à la révocation et à la prolongation du service provisoire ainsi qu'au licenciement à la fin du service provisoire sont prises par le conseil communal, la délégation du personnel, si elle existe, entendue en son avis. Cet avis n'est pas requis pour la prolongation du service provisoire en cas d'insuccès à l'examen d'admission définitive.

4. Des règlements grand-ducaux fixent les conditions et formalités à remplir par les postulants, les modalités du service provisoire, la mise en œuvre du plan d'insertion professionnelle ainsi que le programme et la procédure de l'examen d'admissibilité et de l'examen d'admission définitive prévus par le présent statut. Ces règlements peuvent prévoir des cas dans lesquels les conditions du service provisoire et d'examen peuvent être sujets à exception ou tempérament, notamment en cas de changement de commune.

5. Le service provisoire a pour objectif de développer les compétences professionnelles, administratives, organisationnelles et sociales du fonctionnaire en service provisoire.

La période de service provisoire comprend une phase de formation administrative théorique générale, une phase de formation spéciale théorique et pratique préparant aux missions spécifiques et une phase d'initiation pratique dans l'administration.

A cet effet, le fonctionnaire en service provisoire est soumis pendant son service provisoire à un plan d'insertion professionnelle élaboré par son administration.

Le plan d'insertion professionnelle permet de faciliter le processus d'intégration du fonctionnaire en service provisoire dans son administration tout en lui conférant la formation nécessaire et les connaissances de base indispensables pour bien exercer ses fonctions.

Le plan d'insertion professionnelle prévoit, à l'égard du fonctionnaire en service provisoire, la désignation d'un patron de stage, la mise à disposition d'un livret d'accueil et l'élaboration d'un carnet de stage.

Le fonctionnaire en service provisoire est à considérer comme un agent appelé à être formé en vue de ses futures fonctions et missions. Il bénéficie à ce titre d'une initiation pratique à l'exercice de ses fonctions sous l'accompagnement d'un patron de stage.

Art. 5. -Nomination définitive.

Sauf disposition légale contraire, la nomination définitive est réglée de la manière suivante:

A la fin du service provisoire et en cas de réussite à l'examen d'admission définitive, la nomination définitive a lieu, avec effet à l'échéance du service provisoire, par décision du conseil communal à approuver par l'autorité supérieure et sur avis de la délégation du personnel, si elle existe.

Une décision de refus d'admission définitive doit être motivée et est susceptible d'un recours au Conseil d'Etat, Comité du Contentieux, statuant comme juge du fond.

La nomination définitive est acquise au profit des fonctionnaires en service provisoire dont la fonction ne requiert pas un examen d'admission définitive, par le seul fait de l'expiration du service provisoire. »

*

Limitez-vous à répondre aux questions posées par des réponses précises, motivées et bien lisibles !

DROIT COMMERCIAL ET FINANCIER

Monsieur Bernard Bergem, président du conseil d'administration de la société anonyme MY HAPPY BICYCLE (MHB), ayant son siège social au 38, rue du Cycle, L-3451 Dudelange, vous soumet ce qui suit.

1. Assemblées générales du 12 juin 2019

Le conseil d'administration de MHB a convoqué les actionnaires à deux assemblées générales devant se tenir le 12 juin 2019. Il s'agira en premier lieu d'une assemblée générale extraordinaire, prévue pour 9h30, ensuite de l'assemblée générale annuelle devant se tenir à 10h15.

- (a) L'actionnaire Diane Dippach a d'ores et déjà annoncé qu'elle demandera la prorogation des deux assemblées, séance tenante. Monsieur Bergem voudrait éviter de donner suite à cette demande. Il donne à considérer que Madame Dippach ne détient que 12 % des actions de MHB ; or les statuts prévoient qu'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble au moins 20 % des actions peuvent demander la prorogation. Il constate en outre que Madame Dippach n'avance aucun motif justifiant sa demande.
- (b) Madame Liliane Limpach, déléguée à la gestion journalière de MHB, a conclu en décembre 2018 au nom de MHB plusieurs contrats avec la société à responsabilité de droit luxembourgeois Les Pneus de l'Ouest, dont elle est l'associée unique. Monsieur Bergem se demande s'il faut en informer l'assemblée générale annuelle de MHB, dans la mesure où il pourrait s'agir d'un conflit d'intérêts dans le chef de Madame Limpach. Il a toutefois tendance à considérer que tel n'est pas le cas, d'autant plus que Madame Limpach n'est pas membre du conseil d'administration de MHB.
- (c) L'actionnaire Robert Rosport s'est engagé à ne pas exercer ses droits de vote pendant une durée de six ans. Il a notifié cet engagement à la société. Monsieur Bergem se demande si cet engagement est valable, alors qu'il lui semble que le droit de vote est d'ordre public. En outre, il se demande s'il faut tenir compte des actions détenues par Monsieur Rosport pour le calcul du quorum et de la majorité lors des deux assemblées.
- (d) L'actionnaire Claude Clemency a envoyé une lettre à la société pour se plaindre que le rapport de gestion et les comptes annuels n'étaient pas joints à la convocation pour l'assemblée générale annuelle. Monsieur Bergem admet que ces documents n'étaient effectivement pas joints, et vous demande ce que vous en pensez.
- (e) Lors de l'assemblée générale extraordinaire, il sera proposé aux actionnaires de décider de transférer le siège de MHB de Dudelange à Mersch, et de modifier les

statuts en conséquence. Monsieur Clemency estime dans sa lettre précitée que, depuis une réforme de 2016, la compétence pour le transfert du siège social appartient au conseil d'administration, et que par conséquent l'assemblée générale des actionnaires est incompétente pour prendre cette décision.

Veillez conseiller Monsieur Bergem sur chacun des cinq points ci-dessus.

(14 points)

2. Filiale à 100 %

THE BICYCLE SERVICES (TBS) est une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant un capital social de 12.000 EUR, et dont les parts sociales sont détenues à 100 % par MHB.

MHB a approuvé les comptes annuels de TBS le 15 mai 2019, par résolutions de l'associé unique tenant lieu d'assemblée générale. A cette occasion il a été décidé de reporter à nouveau le bénéfice annuel de TBS au 31 décembre 2018, sans distribution de dividende.

A présent Monsieur Bergem regrette cette décision. En effet le bénéfice annuel de TBS pour 2018 était de 450.000 EUR, sans compter les réserves libres de 1.830.000 EUR. En outre les comptes trimestriels de TBS au 31 mars 2019 renseignent d'ores et déjà un bénéfice additionnel de 150.000 EUR pour l'exercice en cours. Un paiement de dividendes aurait bien arrangé MHB qui risque un manque de liquidités en juillet 2019, et qui voudrait bien éviter de recourir à un emprunt auprès d'une banque pour y faire face.

Monsieur Bergem vous demande si, en dépit de la décision du 15 mai 2019, il est possible d'adopter une autre décision qui permettra à TBS de payer un dividende d'environ 500.000 EUR à MHB, de préférence dans le courant du mois de juin 2019. Il vous signale que TBS a désigné un réviseur d'entreprises sur une base volontaire, sans y être obligée par la loi, et que, dans la mesure du possible et pour gagner du temps, il souhaiterait que ce dividende soit distribué sans que le réviseur soit consulté.

Il vous demande aussi si un résultat similaire à la distribution d'un dividende peut être atteint au moyen d'un rachat de parts sociales propres par TBS.

(6 points)

* * *

Veillez motiver vos réponses, et à chaque fois faire référence à la base légale applicable.

Examen Droit des personnes, session juin 2019

1. Monsieur Schleimer, de nationalité française, vient vous consulter en juillet 2019, alors qu'il est marié, mais très malheureux. Il vient de faire la connaissance d'un homme, et il n'aurait jamais pensé pouvoir éprouver un tel amour. Son épouse le prend assez mal, et ne veut pas entendre parler de divorce.

Que lui conseillez-vous, sachant que son épouse est à l'abri de tout besoin, étant la fille d'un oligarque russe et étant elle-même aux commandes d'une holding familiale luxembourgeoise très importante ? Monsieur Schleimer lui-même n'est pas non plus dans le besoin, étant le riche héritier d'une famille de l'aristocratie française. Il s'occupe de la gestion du complexe hôtelier familial du Cap Corse ainsi que du château familial situé dans les pays de la Loire. La situation financière est clairement réglée dans un contrat de mariage et il s'agit de le conseiller uniquement sur le divorce, sachant qu'il est français et que son épouse, Madame Lambski, a gardé sa nationalité russe, mais attend impatiemment d'un jour à l'autre l'arrêté de naturalisation pour devenir luxembourgeoise. Ils habitent au Luxembourg depuis leur mariage, qui a eu lieu à Saint-Petersbourg en janvier 2001. (4 points)

2. Finalement tout s'est très bien passé, et vos judicieux conseils permettent à Monsieur Schleimer de vivre son nouvel amour.

Il vous demande de voir sa fille, née d'une première union en 1997, qui s'est éprise d'un jeune homme luxembourgeois, Pierre Beissel, médecin de profession, qu'elle veut épouser, mais il insiste à ce que sa fille soit bien conseillée, alors qu'il veut éviter à tout prix que Monsieur Beissel puisse avoir une quelconque mainmise sur le patrimoine familial en cas d'un divorce.

Vous recevez Mademoiselle Erpelding (elle porte le nom de sa mère), qui a la double nationalité française et luxembourgeoise et qui vous consulte donc à propos des conséquences financières de son mariage qui doit se tenir le 31 décembre 2018 à St Barthélemy, une île des Antilles françaises. Le couple désire s'installer dans une aile du château familial, mais vu les obligations professionnelles de Monsieur Beissel au Luxembourg, cela ne pourra pas se faire avant 2022.

Que lui conseillez-vous en vue du mariage ? Pourquoi ? (4 points)

3. Vous apprenez début janvier que Monsieur Schleimer vient de décéder d'une crise cardiaque Noël 2018, laissant sa fille héritière universelle.

Suite au décès, le mariage n'a pas pu se faire comme prévu, mais est repoussé à début mars 2019 à Kitzbühl en Autriche, où le couple s'est rencontré.

Madame Schleimer, suite au décès de son père dont elle était très proche, n'a pas pu se décider à faire un contrat de mariage.

Quel est le régime matrimonial qui s'applique à leur couple et en vertu de quelles dispositions légales ?

Est-ce que la réponse aurait été différente si le mariage avait été célébré comme prévu le 31 décembre 2018 ? (4 points)

4. Madame Erpelding, toujours très affectée par le décès de son père, se rappelle qu'il l'avait mise en garde contre son fiancé, craignant que ce ne serait qu'un coureur de fortunes. Elle voudrait s'assurer qu'après son décès, il ne touche rien. Que peut-elle faire ? Sous quelle forme ? N'oubliez pas de lui dire quelles seraient les conséquences si elle ne fait rien. (4 points)
5. Quelques mois plus tard, Madame Erpelding revient vous voir avec Madame Lambski, entretemps luxembourgeoise, qui n'est pas rancunière. Cette dernière voudrait adopter Madame Erpelding, la fille de son ex-mari, qu'elle a élevé comme sa propre fille. Est-ce possible, sachant que la mère de Madame Erpelding est décédée au Nouvel An 2018 ? Motivez votre réponse. (4 points)

EXAMEN DE FIN DE STAGE JUDICIAIRE
Droit pénal-juin 2019

1)

Votre cliente a été condamnée par un jugement correctionnel en 2010, pour des faits de vols domestiques commis entre 1998 et 2007, à une peine d'emprisonnement de 4 ans assortie du sursis probatoire pendant un délai d'épreuve de 5 ans.

Avant-hier, elle vient d'être condamnée pour des faits identiques, commis entre 2008 et 2014, par le tribunal correctionnel à une peine d'emprisonnement ferme de 48 mois et vous charge d'interjeter appel uniquement pour solliciter l'octroi d'un sursis probatoire intégral.

- a) Est-ce qu'elle peut encore profiter d'un sursis probatoire ?
- b) À supposer que la Cour d'appel fasse droit à la demande de votre cliente en octroi d'un sursis probatoire pendant un délai d'épreuve de 3 ans, cette décision, prise en 2019, a-t-elle pour effet de révoquer le sursis probatoire prononcé en 2010 ?
- c) Votre cliente veut être rassurée et demande ce que vous pouvez entreprendre si, par impossible, le délégué du Procureur général d'Etat à l'exécution des peines lui notifie un ordre d'écrou.

Veillez toujours bien motiver votre avis en vous référant aux textes de loi applicables.

6 Points

2)

Un client vous expose qu'au mois de septembre 2018, en conduisant sur l'autoroute A1 en direction de Luxembourg, il a aperçu que l'A1 en direction de Trèves avait été fermée à la circulation suite à un accident dans lequel trois camions avaient été impliqués. Le chauffeur du dernier camion était initialement coincé avec ses jambes dans le camion et venait d'être libéré à l'aide d'un équipement hydraulique spécial.

Impressionné par l'atterrissage imminent de l'hélicoptère appelé pour amener le chauffeur blessé à l'hôpital, il a arrêté sa voiture sur la bande de détresse pour filmer avec son téléphone portable le chauffeur blessé et le lieu de l'accident.

Il concède également avoir envoyé une photo prise par ses soins, où le bras gauche du chauffeur blessé a été visible, à une radio locale et cette photo a aussitôt été publiée sur leur site web jusqu'à ce que, une quinzaine de minutes plus tard, sur intervention de la police, elle a été retirée et remplacée par une photo plus neutre.

Comme le nombre des curieux indécents avait augmenté après la venue de l'hélicoptère, il s'était remis derrière le volant en avançant au pas, toujours son portable à la main, lorsqu'il se rendit compte qu'un policier était en train d'effectuer des clichés de l'avant et de l'arrière de son véhicule avec la plaque d'immatriculation.

Il avait alors immédiatement quitté les lieux, mais, à sa plus grande surprise, quelques semaines plus tard il a été convoqué au bureau de Police. Il a été avisé par le Parquet de Luxembourg que, suite au procès-verbal dressé contre lui, il va faire l'objet de poursuites.

pénales et qu'il y aura probablement une partie civile à l'audience en la personne du camionneur blessé. Ce dernier avait en effet contacté le Parquet pour s'enquérir sur la date d'audience, estimant avoir droit à un dédommagement du chef de violation de son intégrité, de son intimité et de son image.

Votre client estime que son identification est intervenue en violation de la loi relative à la protection des données et que l'officier de police judiciaire, en le prenant en photo et en effectuant des recherches à partir de sa plaque d'immatriculation pour parvenir à son identification, se serait constitué une preuve illégale. Il se demande par ailleurs quelles infractions le Parquet pourrait bien lui reprocher. Finalement, il veut savoir si la juridiction de fond peut faire droit à une partie civile constituée à l'audience par le chauffeur blessé.

Veillez analyser chaque aspect de l'avis sollicité par le client en examinant aussi les conditions à laquelle est subordonnée la validité d'une preuve et les conséquences.

9 Points

3)

Après un match de football entre amis le dimanche 12 mai 2019, votre copain profite de votre présence pour vous montrer dans les vestiaires une décision du délégué du Procureur général d'Etat à l'exécution des peines lui notifiée le 29 avril 2019. Il va se trouver sous le coup d'une interdiction de conduire de 6 mois intervenue suite à la déchéance du sursis en vertu d'une nouvelle condamnation en matière de circulation routière à une interdiction de conduire de 4 mois, cette dernière assortie du sursis intégral. La période d'exécution va débiter le 15 mai 2019.

Car
assist.

Il veut savoir s'il existe un recours contre cette décision et, si tel est le cas, il entend uniquement conserver son permis de conduire pour se rendre à son lieu de travail situé à 32 km de son domicile dans une nouvelle zone industrielle qui n'est pas encore desservie par les transports en commun.

Veillez le conseiller le jour même.

5 Points.

Examen de fin de stage judiciaire

Epreuve Droit du travail – 5 juin 2019

Madame REEB, Directrice des Ressources Humaines de la Banque DETAIL S.A., qui emploie actuellement 112 salariés et qui est établie à Luxembourg ville, vient vous consulter afin de vous exposer la situation de Madame BIYET, l'une de ses anciennes salariées.

Madame BIYET avait été engagée par la Banque par le biais d'un contrat de travail à durée indéterminée daté du 5 février 1990, en tant qu' « employée de Back Office ». Au fil du temps, les fonctions de Madame BIYET ont évolué et cette dernière occupait depuis le 28 septembre 2017, le poste d'« assistant-manager du Back Office » à raison de 40 heures par semaine. Madame BIYET est née le 14 février 1965 et réside à ce jour au Grand-duché de Luxembourg.

Madame BIYET s'est vue notifier en date du 10 septembre 2018 un avertissement en raison du fait qu'elle était à l'origine d'une fuite d'eau récurrente constatée dans les toilettes de la Banque. Il s'avère en effet que Madame BIYET a été trouvée responsable de cet incident sur base des enregistrements de la caméra de vidéosurveillance que la Banque avait secrètement installée à cette fin dans les toilettes des femmes en date du 3 septembre 2018.

Suite à cet avertissement, Madame BIYET a commencé à tomber fréquemment malade : 25 jours entre octobre et décembre 2018, 10 jours en janvier 2019, 19 jours en février 2019, 10 jours en mars 2019, 17 jours en avril 2019 et 10 jours en mai 2019.

Plus particulièrement en ce qui concerne le mois de 2019, Madame BIYET a été absente les 2 et 3 mai 2019, puis du 6 au 10 mai 2019 et enfin du 13 au 16 mai 2019 suivant des certificats médicaux valables et remis dans les temps.

Agacée par cette situation, Madame REEB notifia le 17 mai 2019 à 8h00 à Madame BIYET une lettre de licenciement avec préavis. Suite à la demande de motifs de Madame BIYET du 21 mai 2019, la Banque lui répondit par courrier recommandé du 24 mai 2019 en expliquant de manière détaillée que i.) son licenciement avec préavis reposait sur des motifs personnels et notamment sur ses nombreuses absences pour maladie et ii.) qu'un tel comportement n'était plus tolérable compte tenu de l'avertissement qui lui avait été notifié au mois de septembre 2018.

Le 4 juin 2019, la Banque reçut un courrier du syndicat de Madame BIYET daté du 3 juin 2019 contestant le licenciement avec préavis de son membre et réclamant une indemnité transactionnelle égale à 36 mois de salaire brut.

Le syndicat exposa notamment dans son courrier que l'avertissement notifié à Madame BIYET n'avait aucune valeur juridique au regard du caractère illégal de la preuve recueillie et que le licenciement avec préavis de son membre était irrégulier et abusif.

Dans son courrier, le syndicat réclama également le paiement d'un bonus non contractuel équivalent à un mois de salaire brut au motif que ce dernier aurait toujours été payé à Madame BIYET depuis son embauche, ainsi que 10 jours de congés non pris par Madame BIYET au titre de l'année 2018, alors que ces derniers n'auraient pas pu être pris du fait de son incapacité de travail entre octobre et décembre 2018.

Veillez conseiller utilement Madame REEB en prenant position sur ces points :

- **Licenciement avec préavis: régularité et bienfondé (impliquant une analyse de l'avertissement et de la légalité de la preuve recueillie)**
- **Opportunité de trouver un arrangement extrajudiciaire et sur quelle base financière (en mois de salaire) ?**
- **Paiement du bonus**
- **Paiement des congés de l'année 2018**

Bonne chance !